

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, voilà que maintenant les deux partis d'opposition ont laissé tomber leur opposition au débat public.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Le lieu, monsieur le Président.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre. Voici un mercredi qui s'éternise.

Des voix: Nous sommes jeudi.

M. le Président: C'est pourquoi je dis que c'est un mercredi qui s'éternise. Poursuivez, je vous prie.

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, le lieu d'un entretien entre leaders parlementaires, c'est une réunion des leaders parlementaires. Nous serions disposés à ce que cela se fasse immédiatement.

De mon point de vue à moi de signataire du document, et je ne cherche pas à donner d'instructions au comité, je ne verrais en tout cas pas d'objection à ce que le comité accorde la priorité aux questions sur lesquelles le gouvernement doit prendre une décision rapide, pour que nous puissions avoir l'avis de la population et du Parlement avant d'avoir à prendre ces décisions. Je ne verrais pas d'objection.

Bien sûr, je ne tiens pas à lier le gouvernement du Canada à la date limite artificielle émanant du député, pas plus que je n'ai voulu accepter la date artificielle de M. Weinberger. Mais si, par exemple, nous voulons prendre une décision sur cette étape limitée de la question de la réponse à donner à l'invitation de participer à l'Initiative de défense stratégique dans le courant des trois ou quatre prochains mois, j'imagine que si le comité pouvait s'y mettre rapidement, nous aurions l'expression d'un certain consensus pour nous éclairer. Je pense que c'est raisonnable et j'espère que les députés seront de mon avis.

ON DEMANDE L'ÉTABLISSEMENT D'UN COMITÉ SPÉCIAL

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je veux être bien sûr de comprendre ce que dit le secrétaire d'État. Le leader du gouvernement a lancé de l'autre côté de la Chambre que ma position d'aujourd'hui est différente de celle d'hier, mais il sait très bien que lorsque j'en ai discuté avec lui, ma position était de voir s'il y avait moyen ou non de s'entendre. Voilà ce que j'ai dit.

M. Crosbie: Vous étiez stimulé hier?

M. Hnatyshyn: Et je veux maintenant pousser les choses plus loin.

M. Deans: Merci. Je demande maintenant au secrétaire d'État s'il est prêt à établir un comité dont la mission principale serait d'examiner la question de la guerre des étoiles et d'en faire rapport au plus tard le jour de la rentrée parlementaire en septembre. Le gouvernement va-t-il retarder toute décision qu'il pourrait prendre à ce sujet jusqu'à ce que ce rapport soit soumis à la Chambre des communes?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le monde est plus grand que l'Initiative de défense stratégique. Des questions relatives au développement international, aux droits de la personne, à l'environnement, doivent être examinées.

Ce que nous faisons en ce moment, c'est donner aux Canadiens pour la première fois le moyen de prendre part directement au débat sur la politique étrangère du Canada. Je viens tout juste de dire au député de Hamilton Mountain qu'en tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures je n'ai aucune objection à ce que le comité examine en priorité les questions sur lesquelles le gouvernement doit se prononcer d'ici trois à quatre mois. De cette façon, nous pourrions en arriver à une décision et le public pourra participer. Je voudrais bien savoir pourquoi les partis de l'opposition sont contre le fait que le gouvernement décide et que le public participe.

Des voix: Bravo!

* * *

LE NORD CANADIEN

LA MINE CYPRUS ANVIL DE FARO, AU YUKON

M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur): Monsieur le Président, j'adresse ma question au vice-premier ministre, car elle a trait au sort de la mine Cyprus Anvil, à Faro, au Yukon, et à l'avenir de la ville elle-même. Comme le vice-premier ministre le sait, le gouvernement précédent a pris des initiatives originales pour empêcher la fermeture de la mine.

M. Crosbie: Lesquelles?

M. Penner: Tout ce que nous avons eu du gouvernement jusqu'ici, c'est une autre étude, même pas de rapport. Sauf erreur, on réunit les employés aujourd'hui pour leur recommander fortement de quitter Faro de façon définitive, car la mine Cyprus Anvil va fermer ses portes.

Le ministre est-il vraiment convaincu que le gouvernement a tout fait pour que la mine continue d'être exploitée et que les gens restent à Faro, ou va-t-il admettre à la Chambre des communes que le sort de la mine et de la ville a été réglé il y a longtemps.

M. Forrestall: Par le gouvernement libéral.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le député sait qu'il devrait poser sa question au ministre responsable, soit le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Toutefois, je lui signale que la mine a fermé ses portes alors que son parti, pas le nôtre, était au pouvoir. Je lui rappelle aussi les efforts déployés par le gouvernement actuel pour essayer de rouvrir la mine fermée par le gouvernement formé par le parti auquel il ne devrait peut-être pas se vanter d'appartenir.